



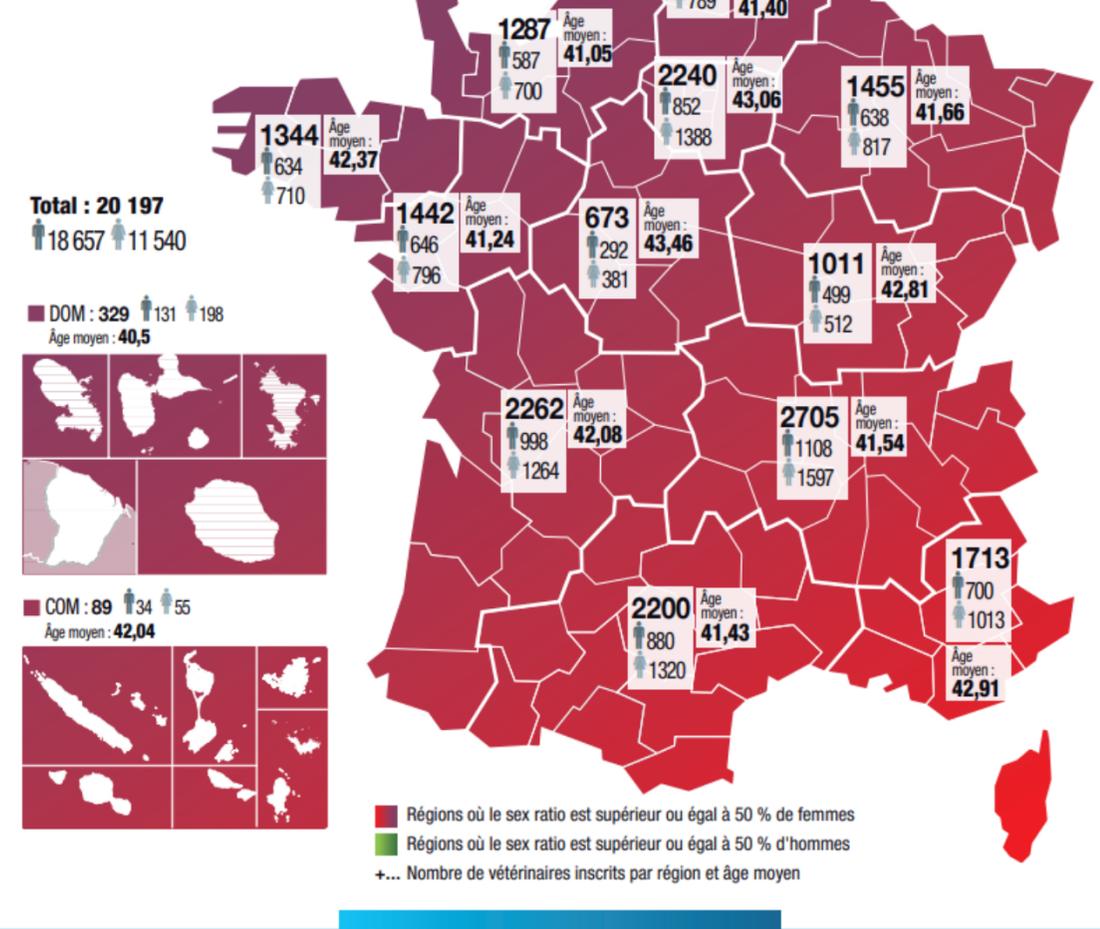
CROPSAV CENTRE VAL DE LOIRE

22 novembre 2022

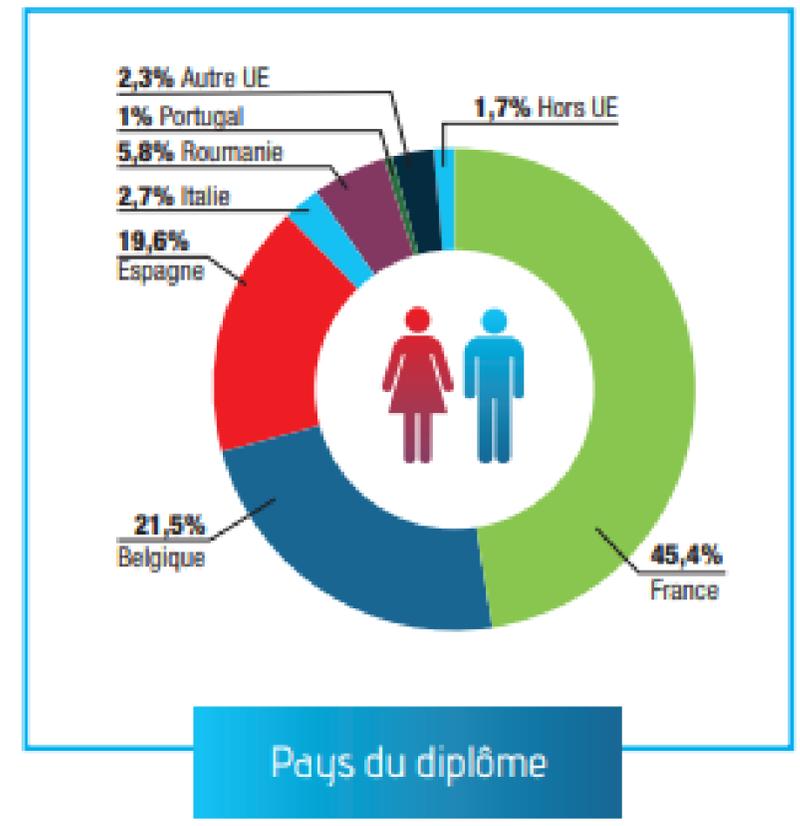
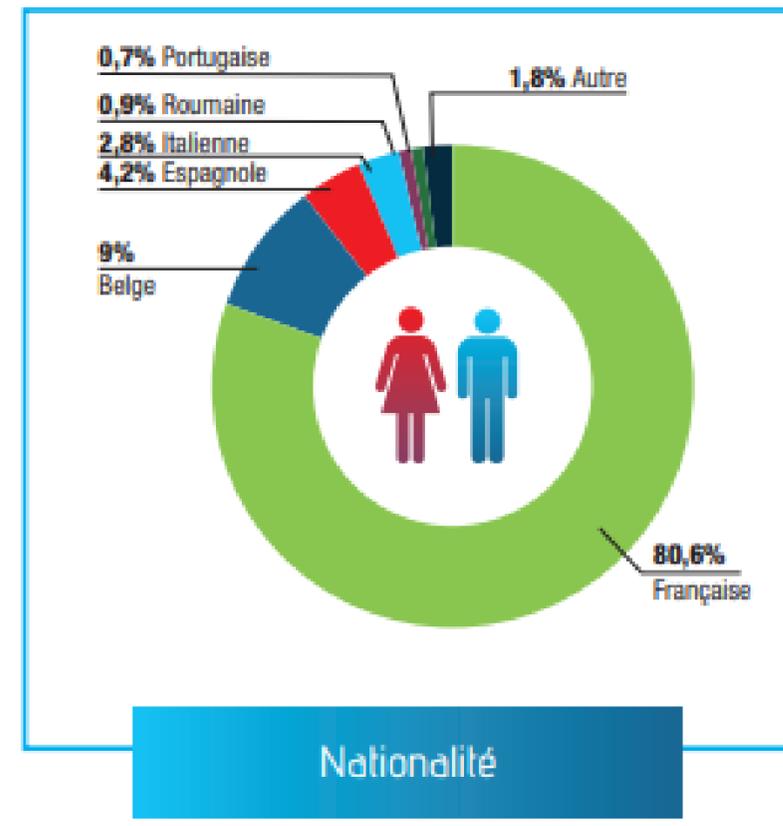
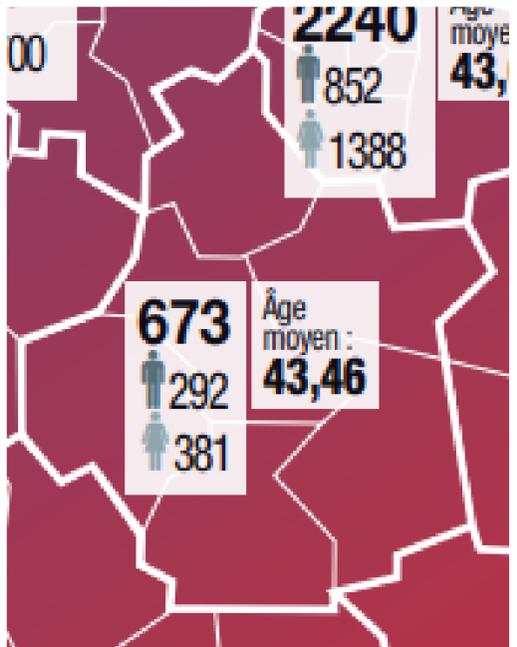


URGTV CENTRE
UNION RÉGIONALE DES **GROUPEMENTS**
TECHNIQUES VÉTÉRINAIRES DU CENTRE

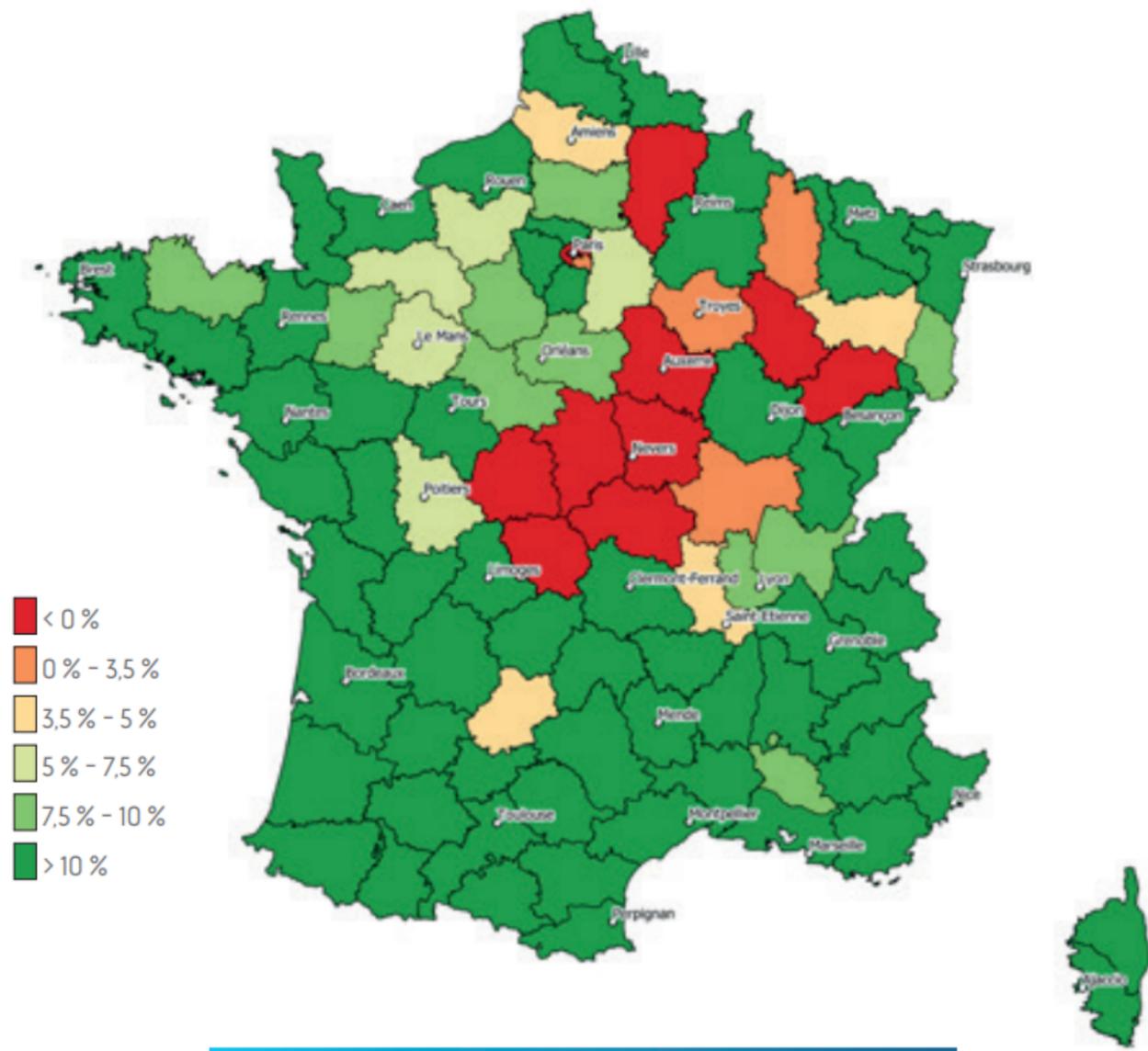
Sur les cinq dernières années la population des vétérinaires inscrits stagne en Bourgogne-Franche-Comté et Île-de-France. À l'inverse, les vétérinaires inscrits en PACA-Corse et Occitanie ont augmenté respectivement de 18,5 % et 15,6 %.



Répartition des vétérinaires par région et par sexe



L'augmentation du nombre de vétérinaires inscrits constatée entre 2020 et 2021 profite à l'ensemble des régions. Certaines apparaissent toutefois comme plus attractives que d'autres. PACA-Corse et Pays de la Loire ont vu leur nombre de vétérinaires inscrits augmenter respectivement de 6,3 et 5,3 %.

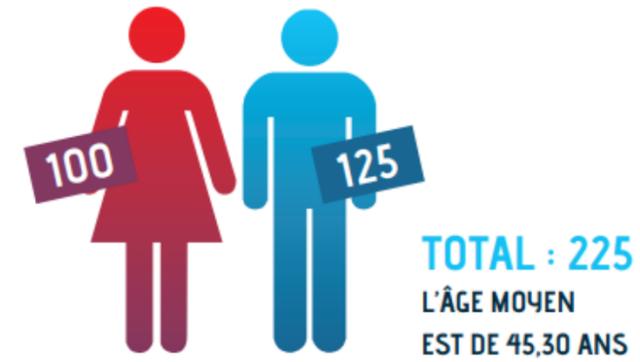


Évolution du nombre d'inscrits par département entre 2017 et 2021

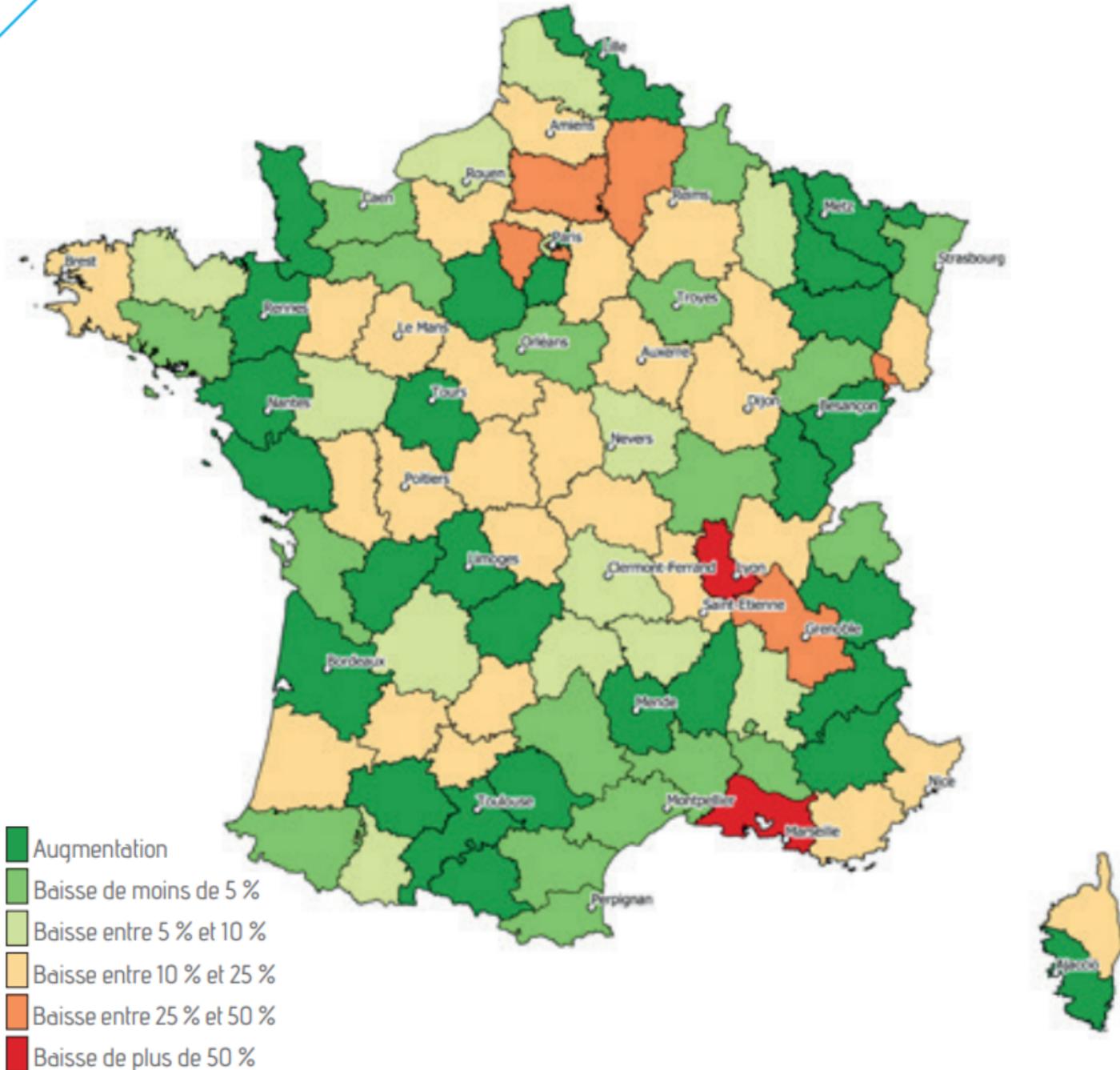
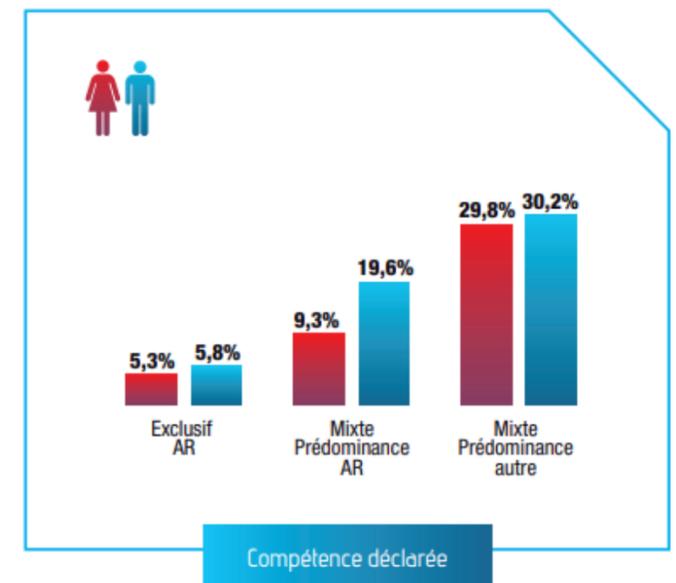
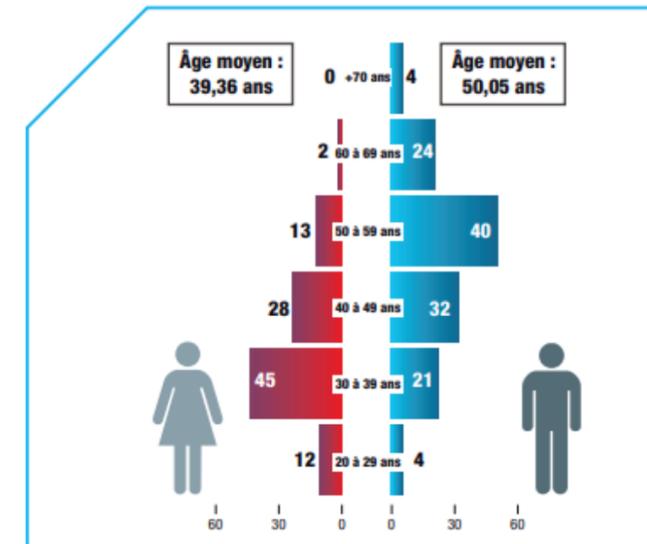


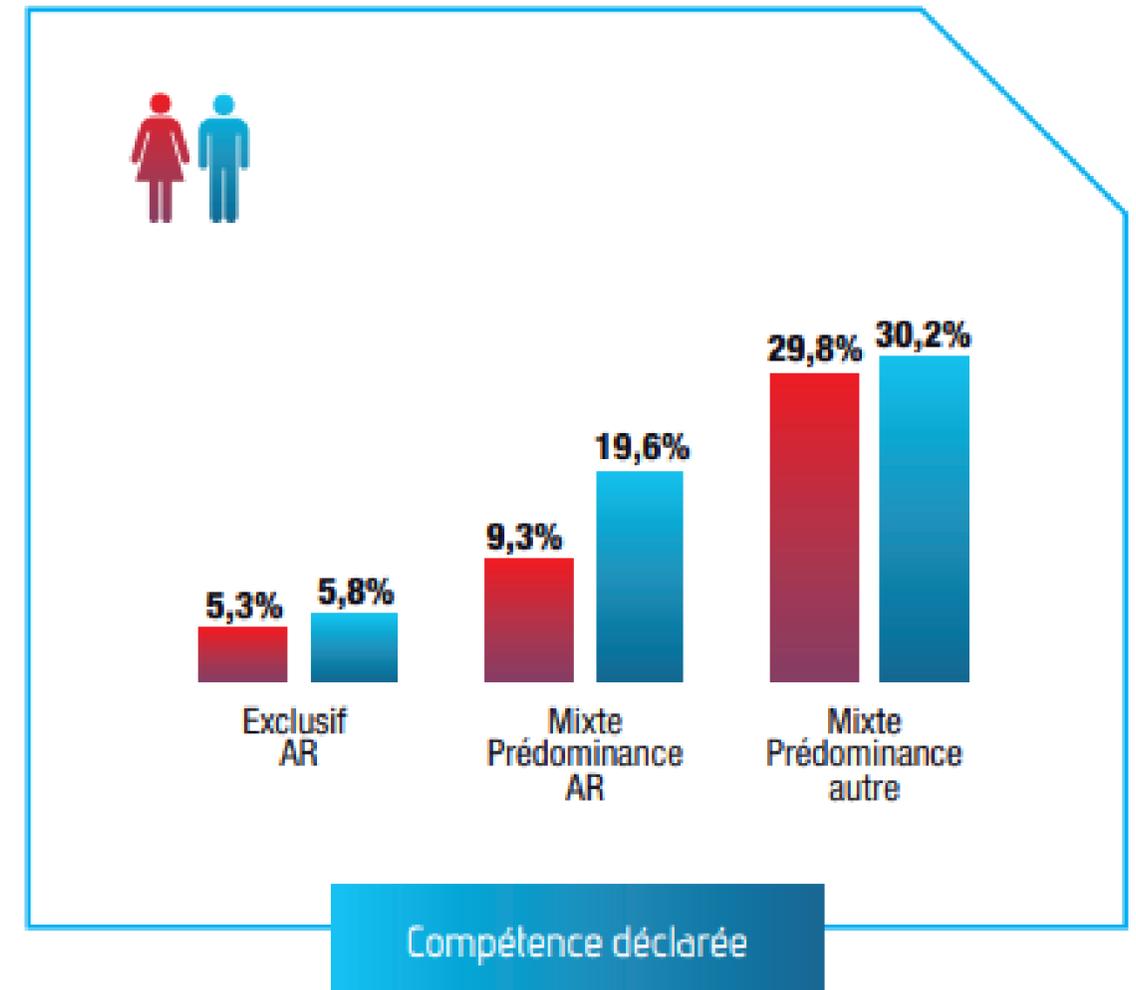
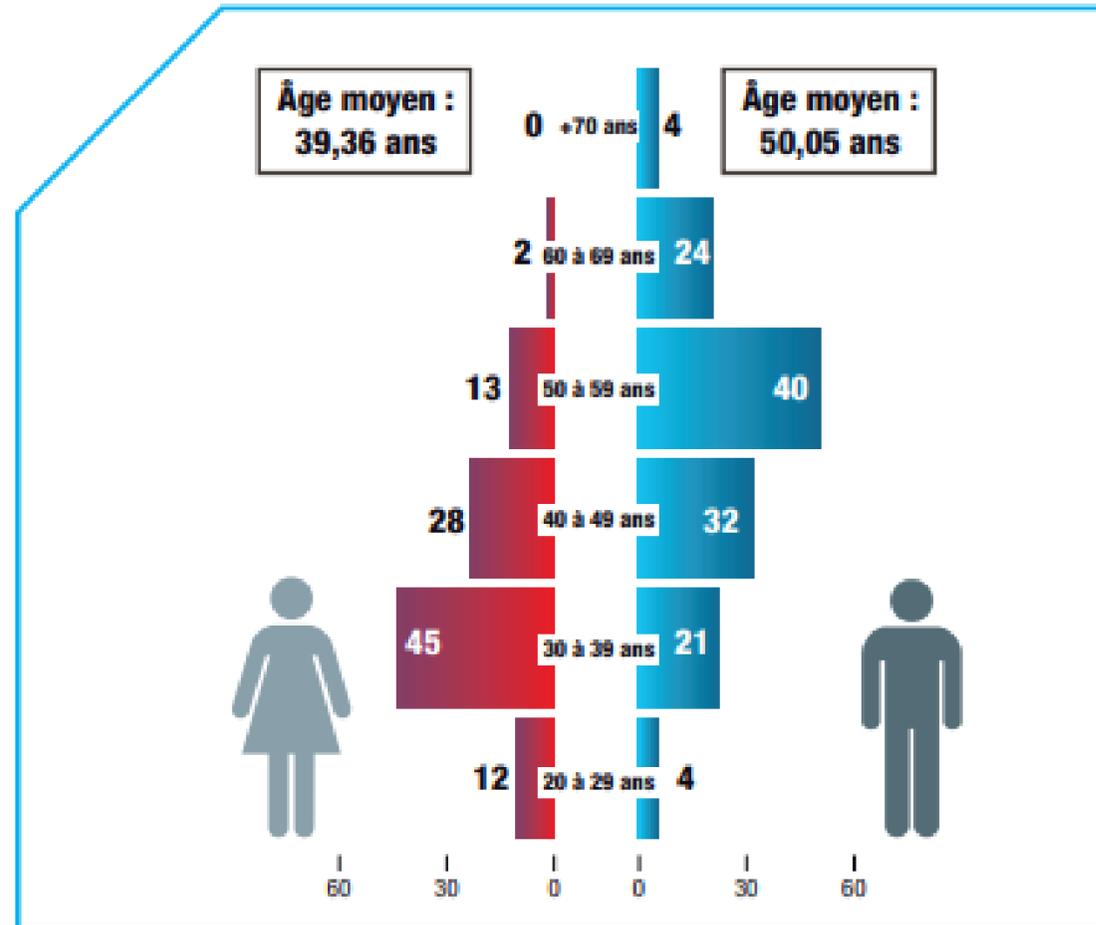
Évolution du nombre de vétérinaires par département entre 2017 et 2021

LES VÉTÉRINAIRES ANIMAUX DE RENTE



33,4 % des vétérinaires déclarent une compétence pour les animaux de rente (animaux de la ferme) (32,3 % au national). 11,1 % (25 diplômés) de ces vétérinaires exercent la médecine et la chirurgie des animaux de rente de manière exclusive (24,2 % au national), 28,9 % (65 diplômés) d'entre eux de manière prédominante (29,3 % au national), et 60 % (135 diplômés) de manière occasionnelle (46,5 % au national). 55,6% de ces diplômés sont des hommes (60,2 % au national), dont 54,4 % sont âgés de 50 ans et plus (30,4 % au national).





Départs à la retraite proches ou en cours
Nécessité de remplacement vétérinaire mixte





PRÉSENTATION DU PROJET DE CANDIDATURE AMI NORD CHER

CONTEXTE NATIONAL

CNOV + SNGTV + SNVEL + les CA + FNSEA + GDS France
Avec le soutien du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Aider les territoires à lutter contre la désertification vétérinaire.

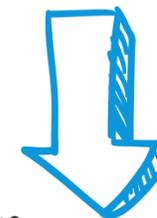


Diagnostic de leur situation et de coconstruire un **plan d'actions** en conséquence.

(évaluer sur le plan qualitatif et quantitatif l'offre vétérinaire, la demande des élevages et des filières agricoles)



valider ou optimiser le cadre méthodologie national préétabli & enrichir une **boîte à outils** permettant de **matérialiser et de documenter les aides aux vétérinaires et aux étudiants vétérinaires**

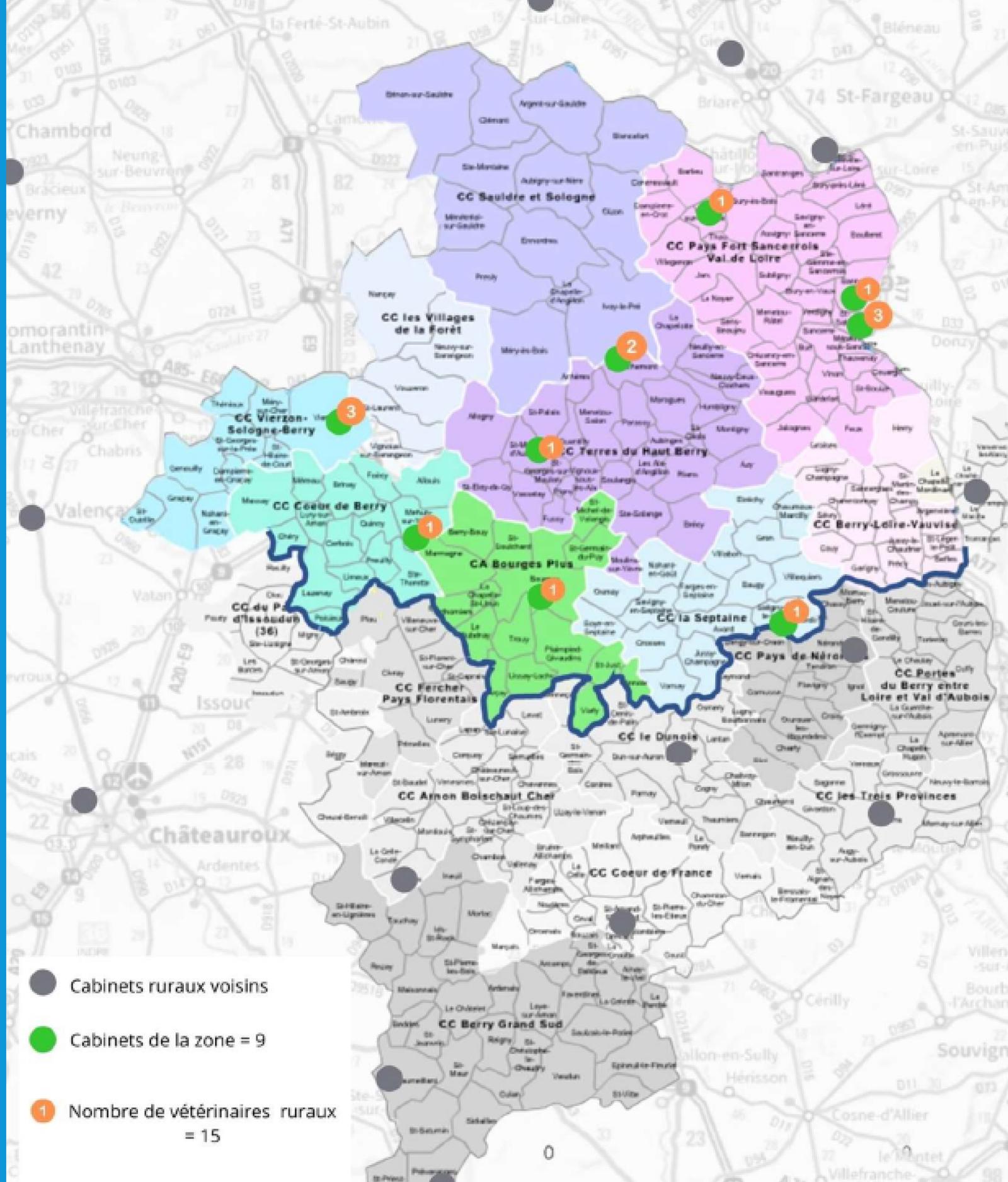


Protection de la santé publique en assurant

la **permanence et la continuité des soins aux animaux d'élevage**

dans les zones définies à l'article L 241-13 du Code rural et de la pêche maritime, visées par les décrets n°2021-578 et 579 du 11 mai 2021.





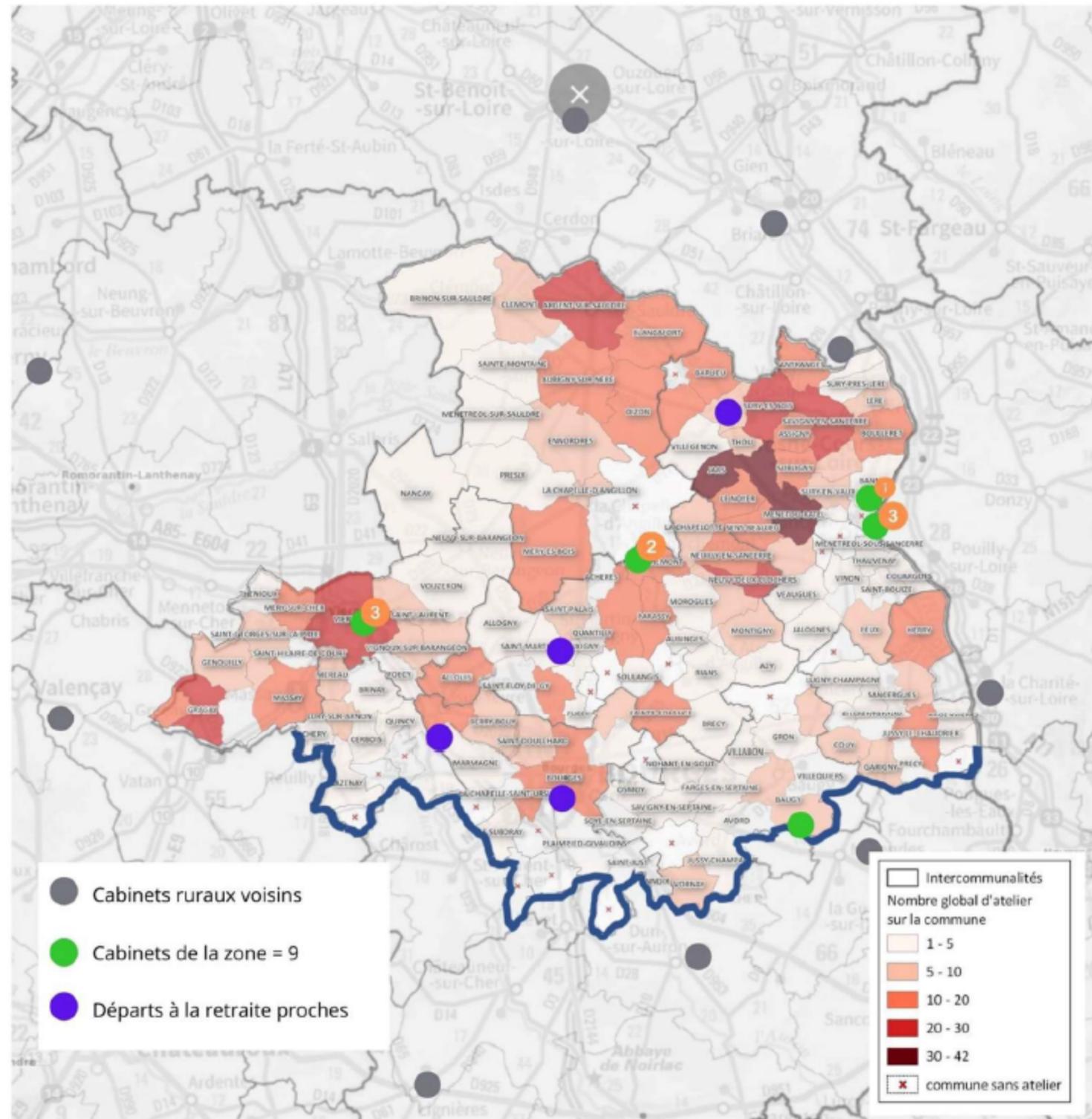
LA ZONE CONCERNEE = LE REFLET DE LA REGION CENTRE VAL DE LOIRE

- Zone à faible densité d'élevage et faible densité de population
- Nord du Cher avec 9 communautés de communes
- Au 15 février 2022

9 structures vétérinaires et
15 vétérinaires avec des mandats sanitaires ruraux



Cartes des cliniques et vétérinaires mandatés en rurale en 2022 et des ateliers bovins/ovins/caprins/porcins



FRAGILITE DES STRUCTURES VETERINAIRES RURALES

Départs à la retraite proches ou en cours



- Quel devenir pour ces structures ?
- Quels impacts d'une fermeture et d'un report de clientèle ?
- Eleveur / animaux / vétérinaire
- Augmentation du temps d'intervention
- (BEA, temps de trajet)

Structures avec vétérinaires ruraux isolés



- Fragilité de la PCS
- gardes 24/7

Difficultés de recrutement



- Territoire en concurrence avec d'autres régions d'élevage
- Méconnaissance de la région Centre
- un nombre de nouveaux vétérinaires < besoin



METHODOLOGIE

CHEF DE PROJET

Pauline Carvalho
Animatrice URGTV Centre
URGTV porteur du projet d'AMI
avec le SRVEL

GROUPE PROJET

Alix Barboux - DDetsPP
Frédéric Bouvier - CA
Johann Coquery - GDS - Eleveur à Neuvy-
deux-clochers
Laurent Lacouture - SRVEL
Praticien à St Satur
Nathalie Sanerot - SPAE
Sébastien Sicard - URGTV
Praticien à Vierzon

COMITE CONSULTATIF

Composé des acteurs de la filière
Réunions prévues au début et à
la fin du projet

JUNIOR CONSULTING

Contractualisation avec la Junior
Consulting de Science Po pour un
accompagnement dans le diagnostic

- Réalisation des entretiens
- Réalisation d'une enquête quantitative
- Sensibilisation des acteurs au projet
- Synthèse et recommandations

Une méconnaissance du métier de vétérinaire rural

=> page 17 du rapport

Diagnostic territoire réalisé pour l'URGTV
Restitution synthétique, analyse des résultats et recommandations



JUNIOR CONSULTING
SciencesPo

2. Synthèse :

Globalement, les éleveurs s'accordent tous pour inscrire la désertification vétérinaire dans le territoire dans le contexte plus global d'un manque d'attractivité du territoire et des professions rurales. Pour beaucoup, le manque de vétérinaires est aussi lié au déclin des activités d'élevage dans la région, et surtout au manque de vaches. Si certains font preuve d'une volonté de transmettre leur passion, ils anticipent déjà la fermeture de leur élevage à leur retraite par manque d'individus susceptibles de prendre leur relève. Ils sont également nombreux à estimer ne pas avoir de solutions concrètes pour pouvoir lutter contre ces déclin à leur échelle.

Pour la plupart des éleveurs interrogés, les relations avec les vétérinaires sont très bonnes. Pourtant, quasiment l'intégralité des éleveurs se plaint du manque de disponibilité des vétérinaires et des distances éloignées entre leurs élevages et les cabinets. Cela se traduit concrètement par des pertes d'animaux, en raison du temps de trajet trop élevé lors des déplacements. Un nombre important d'éleveurs mentionne aussi avoir eu du mal à trouver un autre vétérinaire lors du départ à la retraite de celui auquel ils avaient l'habitude d'avoir recours, soulignant ainsi une problématique plus large de non remplacement des vétérinaires partant à la retraite. La plupart des cliniques et cabinets sont saturés. Une des conséquences de ce manque de vétérinaires est l'augmentation du nombre d'éleveurs pratiquant certains soins de base eux-mêmes, la plupart préférant en effet "avoir recours aux vétérinaires le moins possible". La plupart n'ont pas de formation en soins et ont appris à les prodiguer avec la pratique.

Les éleveurs s'accordent enfin sur l'absence de pertinence de la téléconsultation par vidéo et de la contractualisation pour leurs besoins, avec quelques exceptions. Selon eux, la téléconsultation par vidéo n'est pas adaptée aux soins des ruminants et des caprins, en raison de la taille des bêtes et de la nécessité d'effectuer les soins en présentiel. S'agissant de la contractualisation des soins, la plupart des éleveurs l'estiment peu rentable. Certains se sont toutefois prononcés en faveur du principe, mais attendent d'en savoir plus sur les modalités pour évaluer la rentabilité.

Conscience du problème

- difficulté à trouver un remplaçant
- temps d'attente d'intervention

Manque de connaissance des réalités respectives éleveurs / vetos

- difficulté éleveur pour reconnaître les changements de configuration du métier ; le vétérinaire n'est pas un service public; il s'agit d'une entreprise privée
- les victimes de la reprise d'une clientèle d'une clinique sont la clinique et les clients historiques
- exemple de la téléconsultation et de la non considération du service déjà apporté



FRAGILITE DES STRUCTURES VETERINAIRES RURALES

=> page 18 du rapport

Diagnostic territoire réalisé pour l'URGTV
Réalisation synthétique, analyse des résultats et recommandations



2. Synthèse vétérinaire:

Tous les vétérinaires interrogés s'accordent à dire que le nombre de vétérinaires exerçant en rural n'est pas suffisant pour répondre aux attentes des éleveurs. Selon eux, cela n'était pas forcément le cas il y a dix ans, mais devient une tendance de fond importante depuis quelque temps. Les vétérinaires disent ainsi avoir vu de nombreux cas de cliniques qui ferment dans la région, ou qui arrêtent tout simplement l'activité rurale. Lors des départs en retraite, il est quasiment impossible pour eux de trouver un remplaçant.

Tout comme les éleveurs, les vétérinaires expliquent cette désertification accrue par le manque d'attractivité du territoire. Une vétérinaire a évoqué le vrai paradoxe entre l'exigence de qualité de vie après 8 ans de formation et le niveau de vie *de facto* dans le nord du Cher. Hormis les fermetures de cliniques, cela se traduit surtout par le manque de stagiaires dans la région. Les vétérinaires mentionnant des stagiaires dans leurs cliniques disent ne les voir que rarement revenir exercer du rural dans le nord du département. Cela semble assez frustrant pour la plupart car ils estiment mettre du temps dans leur formation pour rien. Certains vétérinaires ont aussi souligné le manque de logements pour accueillir de tels stagiaires.

La profession semble dans son ensemble reconnaître le manque d'attrait de l'activité vétérinaire rurale. La plupart des vétérinaires interrogés déclarent déjà travailler beaucoup, certains "ne comptant pas les heures", pour des salaires trop peu élevés. Les horaires sont vus comme très contraignants pour la vie familiale. Le déclin du nombre de vétérinaires exerçant une activité rurale a aussi tendu l'offre des vétérinaires, ces derniers parcourant des distances toujours plus longues pour répondre aux éleveurs n'ayant plus de vétérinaire traitant suite à un départ en retraite ou une fermeture de clinique. Ils comprennent ainsi que l'activité canine soit plus attirante à ceux qui sortent des études. Certains vétérinaires soulignent donc la nécessité de communiquer sur la possibilité d'exercer une profession mixte, et demandent aux acteurs publics davantage d'incitations financières à venir s'établir dans la région.

La quasi totalité des vétérinaires interrogés saluent la formation des éleveurs sur les soins basiques, et admettent qu'ils se sont améliorés sur ce point depuis quelques années. Quant à la télé médecine, beaucoup indiquent avoir déjà recours aux appels téléphoniques pour donner des conseils, photo à l'appui, qu'ils ne facturent pas. Ce dernier point relève davantage de la pratique que de la volonté. Le recours aux téléconsultations (vidéo, et non téléphonique) ne semble pas être une tendance de fond.

Le manque d'attractivité de la profession rurale dans le nord du Cher semble donc résulter d'une double tendance de fond : 1. un déclin des élevages dans la région, qui rend les temps de trajet plus longs, les déplacements deviennent donc moins rentables et les disponibilités moins nombreuses, ainsi que 2. un déclin du nombre de vétérinaires dans la région lié au manque d'attractivité du territoire, et, plus globalement, à la mentalité des étudiants sortant d'études qui privilégient l'exercice de l'activité canine à l'activité rurale, moins chronophage et plus rentable.

Départs et fermetures de cliniques rurales

- absorption de clientèles (et élargissement des secteurs) au détriment de la qualité de vie et de travail

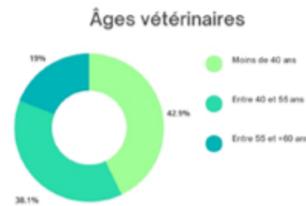
Attractivité du métier

- Contraintes liées au déplacement
- Attractivité du territoire
- Valorisation de la pratique mixte



=> page 23 du rapport

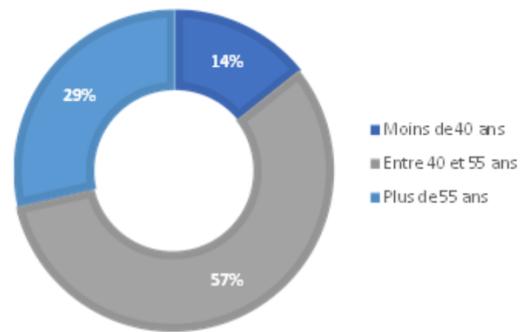
En ce qui concerne la répartition des âges, sur 21 vétérinaires, 4 ont plus de 60 ans, partant donc potentiellement bientôt en retraite. Même si les effectifs ne semblent pas être suffisants pour répondre à la demande des éleveurs, il est important de noter que les vétérinaires du nord du Cher sont encore globalement encore jeunes. Plus de 80% exerceront encore dans dix ans.



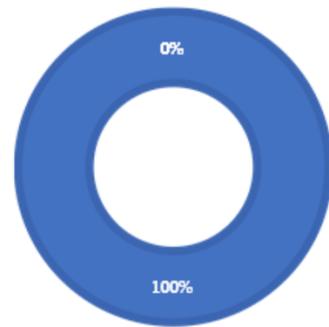
Note complémentaire de l'équipe projet :

Il convient de distinguer les associés des salariés dans la pyramide des âges. En effet les salariés sont plus mobiles que les associés.

RÉPARTITION DES AGES DES ASSOCIÉS



AGES DES SALARIÉS



La classe d'âge des associés de plus de 55 ans est constituée de 4 vétérinaires tous âgés de plus de 60 ans et dont 3 d'entre eux sont seuls à supporter la rurale dans leur structure. Il n'y a pas à ce jour de perspective de reprise de l'activité rurale ou de relai interne permettant le maintien de l'activité rurale en cas d'arrêt.

PYRAMIDE DES AGES / STATUT

Age moyen global encourageant MAIS

-> associés plus âgés

-> difficulté de conversion salarié -> associé

Fragilité supplémentaire dans une structure

le fait de garder un salarié n'est pas uniquement du ressort de la cliniques

- > rôle des éleveurs et acteurs publics



LES ACTIONS CONJOINTES AVEC LES ACTEURS DE LA RÉGION

Accueil d'étudiants pour faire connaître le territoire (avec les acteurs de la filière)

groupe de travail départementaux (18, 36, 37) multi-acteurs

Partenariat privilégié avec certaines écoles conjointement avec les GDS